

Panorama économique de l'espace eurasiatique

Julien Vercueil

▶ **To cite this version:**

Julien Vercueil. Panorama économique de l'espace eurasiatique : L'intégration régionale : institutions, échanges et vulnérabilités. Les Études du CERI, 2012, 192, pp.7-14. halshs-01420847

HAL Id: halshs-01420847
https://shs.hal.science/halshs-01420847

Submitted on 21 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Panorama économique de l'espace eurasiatique
L'intégration régionale : institutions, échanges et vulnérabilités

Julien Vercueil

Dans sa première livraison (2011), le panorama économique de l'espace eurasiatique dressait un bilan de vingt ans de transformations économiques dans la région. La version présente se focalise sur les développements les plus récents des trajectoires économiques des douze pays (onze membres de la CEI, plus la Géorgie) qui composent cet ensemble et en particulier sur les formes prises par l'intégration économique régionale.

Du point de vue de l'intégration, les années 2011 et 2012 auront été marquées par la progression de l'Union douanière promue par la Russie, qui a abouti à la création d'un espace économique commun réunissant la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie dans un contexte de croissance économique recouvrée. Cette période marque aussi la fin d'un cycle électoral dans plusieurs pays de la région dont la Russie, ce qui n'a pas manqué d'influencer certains choix de politique économique.

La croissance est de retour – mais affaiblie

La reprise économique enregistrée dans la région en 2011 et 2012 (respectivement 4,9 et 4 %) confirme le rebond enregistré en 2010 (4,8 %), après le passage à vide de l'année 2009 (-6,4 %). Mais le taux de croissance régional est plus faible qu'avant la crise financière (+7,6 % entre 2003 et 2008). Une partie de l'explication tient dans la conjoncture mondiale, beaucoup moins porteuse du fait de la crise des dettes souveraines de la zone euro qui a succédé à la crise financière de 2008.

La croissance de la Russie, locomotive de la région, est amputée de moitié par rapport à ses niveaux d'avant crise (voir l'article de Jacques Sapir). Elle reste aussi largement inférieure à celle des pays émergents asiatiques, avec lesquels elle s'est un temps mesurée. Ce moindre dynamisme est à mettre en lien avec des facteurs limitatifs internes (institutionnels et structurels), mais également avec le rôle joué par la demande et les flux financiers européens dans la dynamique extérieure du pays (EBRD, 2012). Compte tenu du poids économique régional de la Russie, cette langueur relative rejaillit sur la croissance de la zone eurasiatique.

Le fait que 2012 ait été une année électorale dans plusieurs pays (voir le panorama politique d'Anne de Tinguy) a joué un rôle dans l'orientation des politiques conjoncturelles de plusieurs pays. Les élections présidentielles et législatives ont influencé les politiques conjoncturelles menées, lesquelles ont été en moyenne moins restrictives qu'en Europe centrale et orientale.

En 2012, dans un contexte d'atonie de la demande en provenance de la zone euro, c'est donc la demande intérieure qui a soutenu l'activité dans la zone, en particulier la consommation des ménages (sauf au Kazakhstan, voir l'article d'Emmanuel Combes). L'investissement, bien que dynamique, ne retrouve pas ses niveaux d'avant la crise, sauf en Asie centrale (Kirghizie, Tadjikistan, Ouzbékistan, voir l'article d'Emmanuel Combes) et en Biélorussie (voir l'article d'Hélène Clément-Pitiot). Dans ce dernier pays, qui après

vingt ans n'est toujours pas débarrassé d'un régime dictatorial de type soviétique, la dévaluation décidée en mai 2011 pour faire face à des déséquilibres internes et externes insoutenables a certes effacé l'essentiel des gains de revenus des trois années précédentes ; mais elle a en même temps redonné du souffle à l'activité intérieure. Les autorités biélorusses ont toutefois du mal à contrôler les tensions inflationnistes, dans un pays où les prix de 40 % des biens de consommation courante restent pourtant contrôlés : l'inflation a dépassé 50 % par an en 2011 et 2012.

Des équilibres macroéconomiques internes préservés – mais les déséquilibres externes persistent

Hormis en Biélorussie, le maintien sous contrôle de l'inflation a été permis par plusieurs facteurs : la modération de la croissance économique (sauf au Turkménistan, qui bénéficie d'une croissance exceptionnellement élevée), les bonnes récoltes qui maintiennent les prix alimentaires sur des trajectoires soutenables, mais aussi, dans certains pays en phase de campagne électorale, par le contrôle administratif sur les prix des biens alimentaires.

Les finances publiques se sont globalement maintenues du fait des politiques menées et du niveau modéré d'endettement des administrations. Les politiques budgétaires sont demeurées relativement contraintes : dans certains pays, la recherche d'une amélioration de l'équilibre budgétaire est passée par la baisse des dépenses publiques (Kazakhstan, Ukraine) ; dans d'autres – et parfois dans les mêmes -, par une augmentation des revenus (Kazakhstan et Russie) facilitée par le haut niveau des prix internationaux du pétrole, revenus à leurs niveaux d'avant crise.

Du point de vue de l'endettement public, l'Ukraine et la Biélorussie sont les pays les plus vulnérables de la région avec une dette avoisinant respectivement 40 % et 50 % du PIB et des conditions internationales de refinancement défavorables, du fait de leurs relations discontinues avec le Fonds Monétaire International (FMI). Dans la plupart des pays de la zone, le système financier domestique continue toutefois de financer la croissance : les volumes réels de crédit ont augmenté partout sauf en Biélorussie du fait de ses hauts niveaux d'inflation, ce qui distingue la zone Eurasie de la zone Europe centrale et orientale. Les prêts non performants restent significativement élevés dans plusieurs pays : le plus touché est le Kazakhstan avec plus du tiers de son en-cours contaminé, mais l'Ukraine et la Moldavie n'ont pas amélioré leur situation, à la différence de la Kirghizie. Surtout, le chômage n'est pas redescendu à ses niveaux d'avant crise (sauf en Azerbaïdjan et en Russie) et tend à augmenter dans les pays les plus exposés à la conjoncture ouest-européenne, confirmant les tendances observées en Europe centrale et orientale (voir le panorama économique d'Europe centrale et orientale de Jean-Pierre Pagé).

Sur le plan extérieur, l'évolution des taux de change s'est stabilisée après les remous provoqués par la crise financière et la dévaluation subie par la Biélorussie. En revanche, les fuites de capitaux continuent à un rythme soutenu, notamment en provenance de la Russie. Ce point nuance l'appréciation positive que l'on pourrait porter sur la situation d'ensemble car il traduit un manque préoccupant de confiance du secteur privé dans l'avenir du développement économique de la région. Par ailleurs, les déséquilibres commerciaux (excédents colossaux reconstitués pour les pays exportateurs nets de

matières premières, déficits pour les autres) montrent l'incapacité des autorités, non démentie à ce jour, à contrebalancer les effets des dotations de leurs sous-sols en lissant les excédents pour les uns, en cultivant de nouveaux atouts pour les autres. L'endettement extérieur reflète cette situation : les pays les moins endettés sont ceux qui bénéficient de la manne des matières premières.

Les institutions de l'intégration régionale : l'impulsion de la Russie

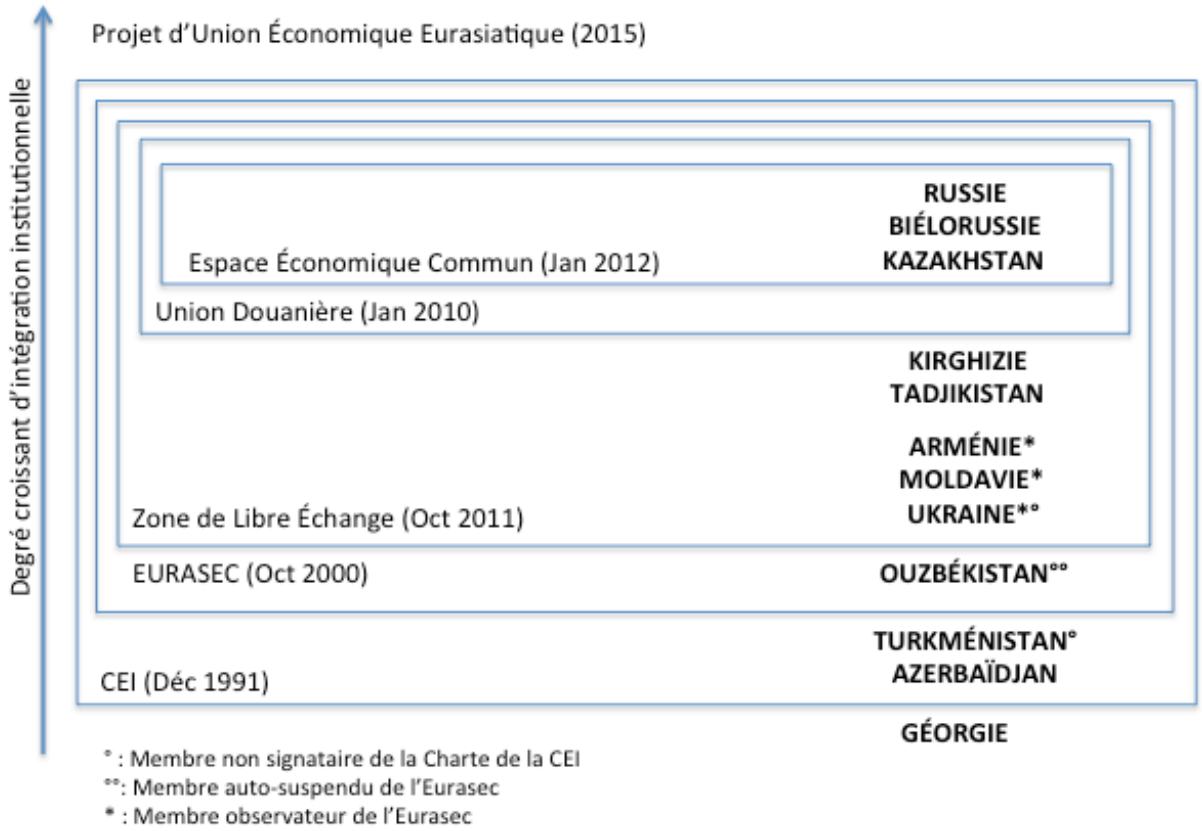
Avec la progression rapide de la construction institutionnelle impulsée par la Russie autour de l'Union Douanière Russie-Kazakhstan-Biélorussie, se dessinent aujourd'hui les contours des nouvelles formes d'intégration économiques souhaitées par les autorités russes. Les réalités économiques, les intérêts des pays concernés et les particularismes politiques et rendent toutefois incertaine l'effet à moyen terme de cette impulsion sur le volume et la nature des échanges régionaux.

Le socle de l'intégration économique est constitué de la Communauté Économique Eurasiatique, ou « Eurasec » (Figure 1). L'Eurasec avait été lancée le 10 octobre 2000 par les présidents de la Biélorussie, du Kazakhstan, de la Kirghizie, de la Fédération de Russie et du Tadjikistan. L'Ouzbékistan a rejoint l'Eurasec en 2006 mais a suspendu sa participation en 2008. La Moldavie et l'Ukraine ont un statut d'observateur depuis 2002, l'Arménie depuis 2003. L'ensemble s'est doté d'institutions financières de soutien, au travers de la Banque Eurasiatique de Développement (BED) et d'un fonds anti-crise (FAC) créé en 2009 pour venir en aide aux pays membres connaissant des difficultés temporaires de balance des paiements. C'est ce fonds qui a été mobilisé en 2011 pour venir en aide à un État biélorusse en déconfiture (à hauteur de 1,25 milliards de dollars) et au Tadjikistan (70 millions de dollars).

Au coeur de cet ensemble figure un noyau dur, constitué par l'Union Douanière (UD), transformée en janvier 2012 en un Espace Économique Commun (EEC). Cet espace ajoute à la libre circulation des marchandises celle des services, des capitaux et de la main d'œuvre entre les pays membres. Il est chapeauté par la Commission Économique Eurasiatique, organe de représentation supranational composé de neuf commissaires et présidé par le ministre du commerce extérieur russe. Suivant le modèle ouest-européen qui inspire ses promoteurs (Valovaya, 2012), le processus d'approfondissement n'est pas achevé : l'objectif annoncé par la partie russe est d'aboutir à une Union Économique Eurasiatique à l'horizon 2015, qui puisse prendre à sa charge certaines politiques économiques des pays membres et reposer sur un texte fondamental unique, à l'instar de l'Union Européenne depuis la signature du traité de Rome en 1957.

L'approfondissement institutionnel s'accompagne d'un processus d'élargissement puisque des pourparlers sont en cours avec la Kirghizie et le Tadjikistan pour leur intégration à l'UD, puis à l'EEC. Pour la Kirghizie, l'une des difficultés provient de son appartenance à l'OMC, obtenue en 1998 dans des termes plus libéraux que ceux du tarif extérieur commun de l'UD : 46 % des lignes tarifaires maximales admises pour le pays sont inférieures à celles de l'UD (Pavlov, 2012). Une offre a été également été faite à l'Ukraine d'intégrer l'UD mais la réponse prudente des autorités ukrainiennes, consistant à proposer un schéma d'association dit « 3+1 », a été rejetée par la Russie.

Figure 1. L'intégration institutionnelle de l'espace eurasiatique en 2012



Le deuxième cercle interne à l'Eurasec est constitué de la zone de libre échange (ZLE) créée en 2011 entre les pays membres (sauf l'Ouzbékistan, qui s'est retiré des travaux de l'Eurasec en 2008). N'étant pas membres de l'Eurasec, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan ne sont pas non plus susceptibles d'intégrer la ZLE. Ils restent toutefois membres de la CEI, bien que le Turkménistan, à l'instar de l'Ukraine, n'ait pas signé la charte fondamentale de l'organisation. En définitive l'Eurasec, malgré la méfiance qu'elle suscite de la part de pays historiquement attachés à leur indépendance économique et politique à l'égard de la Russie, représente une certaine avancée sur le plan de la coopération économique, si l'on la compare aux échecs successifs de la CEI en la matière.

Des modalités alternatives d'intégration institutionnelle restent toutefois possibles car la région est le siège d'intérêts multiples et l'influence relative des puissances extérieures a considérablement varié en vingt ans. En Asie centrale, contrairement à ce qui avait été annoncé par beaucoup d'observateurs du début des années 1990, la Turquie et l'Iran ne sont pas devenues les deux puissances les plus influentes : ce sont les pays occidentaux, la Chine et la Russie qui ont pris cette place (Pomfret, 2010b). La Russie entend conforter son leadership historique sur la région. Mais partout, sa montée en puissance reste contrebalancée par le souci compréhensible des ex-républiques soviétiques d'éviter un face-à-face par trop inégal (Pomfret, 2010a).

D'un côté, l'Union Européenne poursuit son projet TRACECA visant à développer les infrastructures de transport reliant 12 pays de la région (Europe du Sud Est – Caucase – Asie centrale) : à ce jour, 80 projets soutenus par TRACECA ont été lancés, couvrant tous les modes de transport. Son influence s'exerce également sur les pays du partenariat

oriental (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine), notamment au moyen de ses offres d'accord d'association et « d'accord de libre échange approfondi et complet », qui sont assorties de financement, de coopérations sectorielles et d'assouplissement du régime de visas. Sur ce plan, les développements politiques et judiciaires intervenus en Biélorussie et en Ukraine en 2011 et 2012 ont conduit l'UE à revoir sa position envers ces deux pays : elle a adopté des sanctions à l'encontre des dirigeants de la Biélorussie et freiné le processus de ratification de l'accord d'association avec l'Ukraine tout en maintenant les coopérations déjà engagées.

D'un autre côté, la Chine fait valoir sa présence commerciale et sa capacité de financement qui toutes les deux vont croissant : l'extrême orient russe est concerné par un programme de mise en valeur des gisements d'hydrocarbures de Sibérie orientale largement financé la Chine ; l'Asie centrale, via l'organisation du traité de Shanghai, les accords bilatéraux visant à offrir des solutions de contournement de la Russie pour l'évacuation des hydrocarbures de la région (Linn, 2012) ; l'Europe orientale enfin, par des prêts et une participation à la réduction de la dépendance énergétique de l'Ukraine et de la Biélorussie envers leur voisin russe.

Institué en 1997 par la Chine, le Kazakhstan, la Kirghizie et le Turkménistan, le CAREC (Central Asia Regional Economic Cooperation program), est progressivement devenu une institution majeure de coopération régionale, avec les inclusions successives du Tadjikistan, de l'Azerbaïdjan, mais aussi de la Mongolie, du Pakistan et de l'Afghanistan. Les partenaires techniques et financiers en sont la Banque Asiatique de Développement, la Banque Mondiale, le PNUD, le FMI et la BERD, ainsi que la Banque Islamique de Développement. Ses projets concernent un spectre plus large que ceux de TRACECA et visent à favoriser l'intégration économique et logistique de la région, qui compte les pays parmi les plus enclavés du monde. Malgré plus de 100 projets réalisés depuis 10 ans pour un volume cumulé d'investissement dépassant les 15 milliards de dollars, les efforts dans ce domaine restent tributaires des contentieux qui subsistent entre les pays de la région (Linn 2012).

Cela étant, le potentiel de développement logistique est important : le temps de transport d'une marchandise de Pékin à Berlin est aujourd'hui de 15 jours par la terre au lieu de 40 par la mer ; ce sont bien les coûts du fret terrestre qui pour l'instant le rendent non compétitif, notamment du fait des obstacles douaniers, de l'insécurité et de la corruption entourant le transit de marchandises le long de cette « route de la soie » envisagée depuis des décennies entre l'Asie et l'Europe occidentale (Pomfret, 2010b).

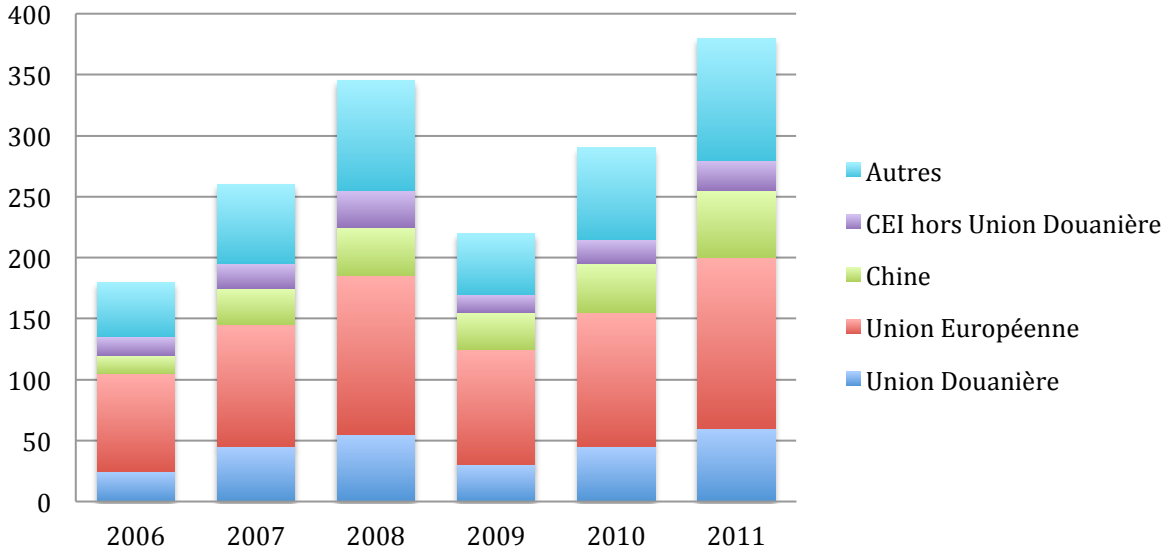
Des institutions aux échanges

Portés par la croissance régionale et les prix internationaux des matières premières, les échanges (marchandises, services, transferts de revenus et capitaux) ont poursuivi leur progression. Dans cette croissance, il est difficile de distinguer précisément ce qui relève d'un redressement général de l'activité du produit de l'intégration institutionnelle en tant que telle. Globalement, la croissance des échanges intra-Union Douanière depuis 2010 est supérieure à celle du commerce dans son ensemble, ce qui correspond à l'effet attendu (graphique 1). Mais l'Union Douanière s'est faite aux conditions de la Russie, qui pour l'essentiel a imposé ses droits de douane comme tarifs extérieurs communs, ce qui

a conduit le Kazakhstan, qui avait adopté un profil tarifaire plus libéral que la Russie, à ajuster plus de 50 % de ses tarifs douaniers, principalement vers le haut (EBRD, 2012).

La création de l'Union Douanière (UD) a donc eu un double impact, classique en pareil cas : une création d'échanges, en ouvrant un marché plus vaste aux entreprises de la zone ; et une diversion d'échanges, en détournant de l'UD des importations - notamment de Chine - qui ne sont plus compétitives aux nouvelles conditions tarifaires. Il reste à déterminer si cette diversion d'échanges peut être compensée à l'avenir par une modernisation du tissu productif de l'UD. De ce point de vue, la capacité de la zone à attirer des Investissements Directs Étrangers (IDE) permettant d'accroître l'efficacité de l'industrie s'avèrera critique.

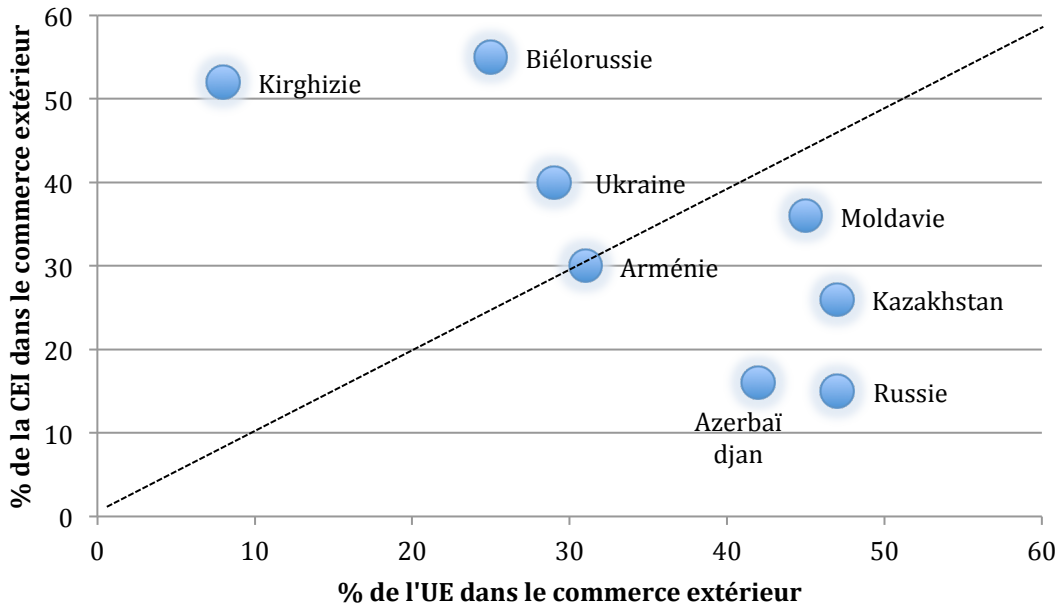
Graphique 1. Composition géographique du commerce extérieur des pays de l'Union Douanière (milliards de US $, 2006-2011)



Source : EBRD, 2012.

Au delà de l'Union Douanière, la répartition des relations économiques extérieures des pays de l'espace eurasiatique montre de fortes variations des places respectives de l'UE et de la Russie dans les échanges commerciaux, mais la géographie n'est pas le déterminant principal de cette variation. En effet, si l'UE représente une part supérieure à celle de la CEI dans les échanges de l'européenne Moldavie, c'est aussi le cas pour l'Azerbaïdjan, pourtant située dans le sud Caucase, et le Kazakhstan, dont le territoire est tout entier asiatique (Graphique 2). Nous reviendrons en dernière partie sur l'explication de cette répartition.

Graphique 2. Parts de l'UE et de la CEI dans le commerce extérieur des pays de l'espace eurasiatique



Source : d'après Kurmanalieva et Fedorov, 2012.

Les transferts de revenus sont un autre marqueur de l'intégration économique de la région. Les pays pauvres en ressources naturelles exportables comme l'Arménie, la Kirghizie, la Moldavie et le Tadjikistan dépendent de manière cruciale du rapatriement d'une partie des revenus des travailleurs émigrés en Russie. Ces transferts représentent de 10,9 % (Arménie) à 38 % (Tadjikistan) du PIB de ces pays. Moins intégré institutionnellement, l'Ouzbékistan est néanmoins lui aussi partiellement lié à la conjoncture régionale puisque les revenus de transferts y représentent plus de 6,5 % du PIB.

Les flux d'Investissements Directs Étrangers (IDE) complètent l'intégration commerciale et l'intégration des revenus par celle de la production : via les IDE, de nouvelles capacités de productions sont construites, ou bien des capacités existantes sont rachetées par des sociétés étrangères, constituant des chaînes de valeur ajoutée intégrées à l'échelle régionale. La Russie occupe une position de leader dans ce domaine : elle conduit les trois quarts des investissements en cours fin 2011 au sein de la CEI. Les firmes multinationales russes bénéficient de leur proximité géographique et culturelle avec pays de la CEI pour s'y implanter, parfois aidées par des accords politiques bilatéraux. A l'inverse, les IDE entrants en Russie en provenance d'autres pays de la CEI proviennent essentiellement du Kazakhstan, de l'Ukraine et de la Biélorussie, mais ne représentent pas 5 % du montant des flux réciproques. De même, les IDE intra-régionaux hors Russie restent très minoritaires. Les secteurs les plus concernés par les IDE régionaux sont les télécommunications (les russes *Vimpelcom* et *MTS* ayant pris des positions en Ukraine, Biélorussie et au Kazakhstan entre 2002 et 2005), le gaz (*Gazprom* a racheté *Beltransgaz* à la Biélorussie en 2007), le pétrole (*Lukoil* a participé à plusieurs accords de partage de production au Kazakhstan et en Ouzbékistan), les métaux et la métallurgie non ferreuse (depuis 2008, *Evraz*, *Mechel*, *Rusal* et *VEB* disposent d'actifs importants en Ukraine et au Kazakhstan).

Dans le domaine financier, les volumes dont dispose le fonds anti-crise sont faibles au regard de la taille de la région dans son ensemble. Mais certaines relations bilatérales maintiennent une liaison forte entre les économies : le prêt consenti par le fonds anti-crise à la Biélorussie en 2011, dont plus de 1,2 milliards de dollars ont été libérés depuis, a été déterminant sur la capacité de cette dernière à faire face à ses échéances. Par le biais d'un prêt complémentaire de la *Sberbank* et surtout, du maintien de prix artificiellement bas sur les livraisons d'hydrocarbures, la Russie continue de soutenir à bout de bras l'économie biélorusse.

Trois enseignements principaux sur l'évolution de l'espace eurasiatique

Au terme de ce panorama économique de la région, trois enseignements principaux peuvent être soulignés :

1. *Les hydrocarbures restent une clef de compréhension de l'espace post-soviétique*

Tous les pays de la région font apparaître un fort degré d'ouverture commerciale, mesuré par la part des échanges extérieurs dans le PIB. Dans ces conditions, les dotations en matières premières exportables, et en particulier en hydrocarbures, sont déterminantes pour les modèles d'extraversion adoptés. En suivant la typologie proposée par Kurmanalieva et Fedorov (2012), trois modèles peuvent être distingués :

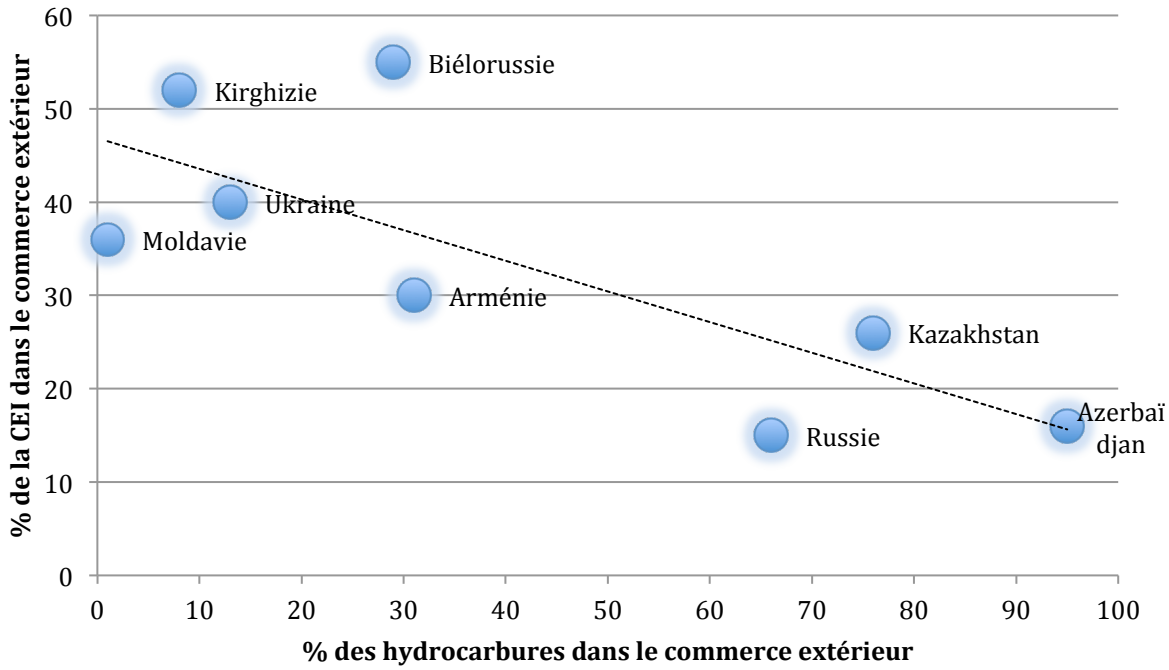
- Le premier modèle combine un fort degré d'ouverture avec une polarisation élevée des exportations autour des hydrocarbures, qui représentent plus de 50 % des exportations. Cet ensemble regroupe la Russie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan.

- Le deuxième modèle regroupe des pays qui, ne bénéficiant pas de gisements d'hydrocarbures importants, ont développé un portefeuille d'exportations plus ouvert que les premiers : au moins trois familles de produits représentent chacune plus de 10 % des exportations, sans qu'aucune ne dépasse 30 %. Cet ensemble regroupe la Biélorussie, l'Ouzbékistan et l'Ukraine.

- Le troisième modèle repose sur l'exportation de main d'œuvre, qui permet au pays de bénéficier de transferts de revenus équivalents à plus de 10 % du PIB. Cet ensemble regroupe l'Arménie, la Kirghizie, la Moldavie et le Tadjikistan.

Le graphique 3 montre le lien entre la part des hydrocarbures dans les exportations et le degré d'intégration commerciale du pays dans la CEI : plus le pays exporte des hydrocarbures, moins il dépend de la CEI pour ses débouchés. Ce sont aussi les hydrocarbures qui contribuent à expliquer l'arbitrage UE-CEI exposé au graphique 2 : plus les exportations d'hydrocarbures pèsent dans le commerce extérieur, moins les échanges avec la CEI ont de l'importance comparativement à ceux avec l'UE.

Graphique 3. Les hydrocarbures : un passeport pour l'étranger lointain



Source : d'après Kurmanalieva E. et Fedorov K., 2012.

On voit ainsi se dessiner des traits qui prolongent d'une certaine manière à l'échelle de la région les caractéristiques des relations entre l'URSS et les pays membres du CAEM aux temps soviétiques : durant cette période, l'URSS occupait le centre d'un réseau de relations en étoile avec ses pays satellites qui dépendaient de ses livraisons de matières premières à bas prix. Aujourd'hui, la Russie occupe le centre d'un réseau en étoile formé des pays de son « étranger proche » dépendants de ses livraisons d'hydrocarbures subventionnées. Pour que le pays échappe à cette relation asymétrique, il faut qu'il dispose lui même d'hydrocarbures qu'il soit en capacité d'exporter de manière autonome (Kazakhstan, Turkménistan, Azerbaïdjan et dans une moindre mesure Ouzbékistan), ou bien qu'il ait noué des relations alternatives susceptibles de lui fournir des compensations à la perte de ces subventions (Géorgie, Moldavie). Les autres pays (Arménie, Biélorussie, Kirghizie, Tadjikistan et Ukraine) ont fait et font encore l'expérience, chacun dans une mesure différente, d'une relation plus étroite et plus compliquée à la Russie, dont l'influence économique se fait largement sentir sur leurs choix stratégiques.

Toutefois, les effets de freinage qu'a produit sur le développement économique et technologique de la Russie une gestion à court terme de la rente pétrolière se ressentent sur l'ensemble de la région. Les stratégies mises en œuvre jusqu'ici en Russie, notamment en matière de gaz, sont de plus en plus prises de court par les innovations techniques allogènes : gaz de charbon, GNL et gaz de schiste bien sûr, mais aussi autres hydrocarbures non conventionnels, qui vont réduire à l'avenir la capacité économique de la Russie à imposer ses choix à ses partenaires moins bien dotés en énergie. Cela impliquera pour la Russie, si elle souhaite continuer à exercer une influence sur son

étranger proche, un choix entre un durcissement de sa politique extérieure et un virage rapide vers une économie plus attractive pour les IDE intensifs en technologie.

2. La conjoncture de la zone euro demeure déterminante pour l'ensemble de la région

Les conséquences de la crise contemporaine et certaines études économétriques (EBRD, 2012) indiquent que l'espace eurasiatique présente une vulnérabilité différenciée, mais significative à la conjoncture de la zone euro. Les canaux de transmission d'une variation de conjoncture de la zone euro sur l'espace eurasiatique sont multiples.

Les effets directs se font sentir via la baisse de la demande européenne pour les produits d'exportation, celle des IDE entrants qui contribuent à la modernisation du tissu productif, et la chute des financements bancaires internationaux, qui renvoie au rôle joué par les banques ouest-européennes dans le financement des grandes entreprises, notamment en Russie et en Ukraine.

Les effets indirects passent par le reflux des capitaux des marchés financiers liés au phénomène de « fuite vers la qualité » déjà observé à plusieurs reprises dans les pays émergents, la chute des prix des matières premières et des places financières émergentes concernées et l'instabilité des changes qui en découle ; ils sont également sensibles via les effets en retour de la chute de l'activité de la Russie sur le reste de la zone.

En conséquence, si la crise de la zone euro se prolongeait, elle ne manquerait pas de maintenir la croissance d'ensemble de l'espace eurasiatique sous ses niveaux potentiels, voire d'entrainer une deuxième récession dans la région, contre laquelle les marges de manœuvre budgétaires disponibles ne sont plus à leurs niveaux de 2009. Cela ouvrirait alors des risques de grande ampleur sur les équilibres extérieurs de plusieurs pays de la zone, dont les conséquences sociales et politiques pourraient ne pas être bénignes.

3. La qualité du canevas institutionnel est le point noir de la zone Eurasie

Le point noir abondamment souligné depuis vingt ans dans la zone reste la qualité du canevas institutionnel. Toutes les analyses montrent que très peu de progrès ont été réalisés dans ce domaine dans les dix dernières années dans la région. Contrairement à ce qui est souvent avancé, la qualité du canevas institutionnel ne consiste pas principalement en l'adoption de textes de lois unilatéralement libéraux : si tel était le cas, la Moldavie et la Kirghizie compteraient aujourd'hui parmi les plus beaux succès de la transition... Elle est bien davantage le produit de la cohérence entre les institutions formelles, leur mise en application et les besoins du moment en matière d'investissement et de développement d'activités. De ce point de vue, les *benchmarkings* réalisés de manière univoque par les principales organisations internationales ne donnent qu'une image partielle du rôle potentiel des Investissements Directs Étrangers dans la mise à niveau des infrastructures productives des pays de la région. En effet, le fait de posséder un régime dictatorial, de présenter un haut niveau de corruption et de ne pas assurer la sécurité juridique des droits de propriété intellectuelle n'a jamais empêché la Chine d'attirer plus de capitaux que les autres économies émergentes. Notre hypothèse est qu'en revanche, la qualité du système institutionnel exerce une influence déterminante sur la qualité de l'investissement, national ou étranger, qui s'y développe.

C'est pourquoi l'intégration institutionnelle de l'espace eurasiatique ne peut suffire. Pour produire des résultats positifs sur le développement économique régional, elle devra s'inscrire dans un processus d'amélioration continue du canevas institutionnel de chaque pays concerné. Autrement, l'intégration institutionnelle ne pourra conduire qu'à un assemblage politique régional fortement asymétrique, au sein duquel la méfiance réciproque restera durablement de rigueur.

Références bibliographiques

EBRD (2012) : *Transition Report 2012. Integration across Borders*. London : EBRD, 2012.

Kurmanalieva E., Fedorov K. (2012) : « The Impact of Global Financial and Economic Instability on the CIS », in *Eurasian Integration Yearbook 2012*. Minsk : Eurasian Development Bank, 2012, pp. 118-128.

Linn J. (2012) : « Central Asian Regional Integration and Cooperation : Reality or Mirage? », in *Eurasian Integration Yearbook 2012*. Minsk : Eurasian Development Bank, 2012, pp. 62-75.

Pavlov A. (2012) : « Assessing the Economic Effect of Kyrgyzstan's Accession to the Customs Union », in *Eurasian Integration Yearbook 2012*. Minsk : Eurasian Development Bank, 2012, pp. 62-75.

Pomfret R. (2010a) : « Central Asia after Two Decades of Independence », *UNU-WIDER Working Paper* N°2010/53, May 2010.

Pomfret R. (2010b) : « Trade and Transport in Central Asia », *Global Journal of Emerging Market Economies*, Vol. 2, n°3, pp. 237-256.

Valovaya T. (2012) : « Eurasian Economic Integration: Origins, Patterns, and Outlooks », in *Eurasian Integration Yearbook 2012*. Minsk : Eurasian Development Bank, 2012, pp. 42-61.

Yasinskiy V., Mironenkov A., Sarsembekov T. (2012) : « Water and Energy Problems in the Basins of Transboundary Rivers in Central Asia and Prospect for the Development of Hydropower Resources », in *Eurasian Integration Yearbook 2012*. Minsk : Eurasian Development Bank, 2012, pp. 217-228.